



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 78.115/4
du 17 septembre 2025

sur

un projet d'arrêté royal 'relatif à l'implémentation du titre de voyage provisoire de l'Union européenne tel que visé dans la directive (UE) 2019/997 du Conseil du 18 juin 2019 établissant un titre de voyage provisoire de l'Union européenne et abrogeant la décision 96/409/PESC, portant exécution de la loi du 10 février 2015 relative aux traitements automatisés de données à caractère personnel nécessaires aux passeports, titres de voyage belges et titres de voyage provisoires de l'Union européenne et modifiant l'annexe 1 au Code consulaire'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 78.115/4
van 17 september 2025

over

een ontwerp van koninklijk besluit 'betreffende de invoering van het EU-noodreisdocument zoals bedoeld in de richtlijn (EU) 2019/997 van de Raad van 18 juni 2019 tot vaststelling van een EU-noodreisdocument en tot intrekking van Besluit 96/409/GBVB, tot uitvoering van de wet van 10 februari 2015 met betrekking tot geautomatiseerde verwerkingen van persoonsgegevens die noodzakelijk zijn voor de Belgische paspoorten, reisdocumenten en de EU-noodreisdocumenten en tot wijziging van bijlage 1 bij het Consulair Wetboek'

Le 6 aout 2025, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères, des Affaires européennes et de la Coopération au développement à communiquer un avis dans un délai de trente jours prorogé de plein droit * jusqu'au 22 septembre 2025 sur un projet d'arrêté royal 'relatif à l'implémentation du titre de voyage provisoire de l'Union européenne tel que visé dans la directive (UE) 2019/997 du Conseil du 18 juin 2019 établissant un titre de voyage provisoire de l'Union européenne et abrogeant la décision 96/409/PESC, portant exécution de la loi du 10 février 2015 relative aux traitements automatisés de données à caractère personnel nécessaires aux passeports, titres de voyage belges et titres de voyage provisoires de l'Union européenne et modifiant l'annexe 1 au Code consulaire'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 17 septembre 2025. La chambre était composée de Bernard BLERO, président de chambre, Géraldine ROSOUX et Anne-Stéphanie RENSON, conseillers d'État, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Stéphane TELLIER, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Géraldine ROSOUX.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 17 septembre 2025.

*

* Ce délai résulte de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, *in fine*, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973 qui précise que ce délai est prolongé de plein droit de quinze jours lorsqu'il prend cours du 15 juin au 15 aout.

Op 6 augustus 2025 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-eersteminister en Minister van Buitenlandse Zaken, Europese Zaken en Ontwikkelingssamenwerking verzocht binnen een termijn van dertig dagen van rechtswege* verlengd tot 22 september 2025 een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit ‘betreffende de invoering van het EU-noodreisdocument zoals bedoeld in de richtlijn (EU) 2019/997 van de Raad van 18 juni 2019 tot vaststelling van een EU-noodreisdocument en tot intrekking van Besluit 96/409/GBVB, tot uitvoering van de wet van 10 februari 2015 met betrekking tot geautomatiseerde verwerkingen van persoonsgegevens die noodzakelijk zijn voor de Belgische paspoorten, reisdocumenten en de EU-noodreisdocumenten en tot wijziging van bijlage 1 bij het Consulair Wetboek’.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 17 september 2025. De kamer was samengesteld uit Bernard BLERO, kamervoorzitter, Géraldine ROSOUX en Anne-Stéphanie RENSON, staatsraden, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Stéphane TELLIER, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Géraldine ROSOUX.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 17 september 2025.

*

* Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, *in fine*, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, waarin wordt bepaald dat deze termijn van rechtswege verlengd wordt met vijftien dagen wanneer hij begint te lopen tussen 15 juni en 15 augustus.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite essentiellement son examen à la compétence de l'auteur de l'acte, au fondement juridique ainsi qu'à l'accomplissement des formalités prescrites, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées.

FORMALITÉS PRÉALABLES

L'article 36, paragraphe 4, du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 'relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)', combiné avec son article 57, paragraphe 1, c), le considérant 96 de son préambule et, le cas échéant, l'article 2, alinéa 2, de la loi du 30 juillet 2018 'relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel', prévoit une obligation de consulter l'autorité de contrôle, en l'occurrence l'Autorité de protection des données visée dans la loi du 3 décembre 2017 'portant création de l'Autorité de protection des données', dans le cadre de l'élaboration d'une proposition de mesure législative devant être adoptée par un parlement national ou d'une mesure réglementaire fondée sur une telle mesure législative, qui se rapporte au traitement de données à caractère personnel.

En l'espèce, diverses dispositions du projet organisent un traitement de données à caractère personnel (en particulier les articles 7 et 14).

Il sera par conséquent veillé à l'accomplissement de cette formalité et il en sera fait mention au préambule.

Si l'accomplissement de cette formalité devait encore donner lieu à des modifications du texte soumis au Conseil d'État sur des points autres que de pure forme et ne résultant pas des suites réservées au présent avis, les dispositions modifiées ou ajoutées devraient être soumises à nouveau à l'avis de la section de législation conformément à l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées 'sur le Conseil d'État'.

EXAMEN DU PROJET

PRÉAMBULE

1. À l'alinéa 2, il y a lieu d'écrire « la loi du 16 juillet 2025 ».
2. À l'alinéa 3, il y a lieu d'écrire « les articles 3, 11, 16, 20, 24, modifiés par la loi du 16 juillet 2025, 27/1, inséré par la loi du 3 juillet 2019 et modifié par la loi du 16 juillet 2025, 27/5 et 27/7, insérés par la loi du 16 juillet 2025 ».

3. Le préambule sera complété par le visa de l'article 18, alinéa 2, de la loi du 16 juillet 2025 'modifiant la loi du 10 février 2015 relative aux traitements automatisés de données à caractère personnel nécessaires aux passeports et titres de voyage belges', cette disposition constituant le fondement juridique de l'article 16, 2°.

DISPOSITIF

Article 1^{er} nouveau

Le dispositif sera complété par un nouvel article premier, indiquant que le projet d'arrêté royal à l'examen constitue une transposition partielle de la directive (UE) 2019/997 du Conseil du 18 juin 2019 'établissant un titre de voyage provisoire de l'Union européenne et abrogeant la décision 96/409/PESC' ¹.

La numérotation des articles du projet sera revue en conséquence.

Article 1^{er}

1. Il ne convient pas de rappeler les dispositions d'une norme hiérarchiquement supérieure en les reproduisant ².

Partant, il n'y a pas lieu de prévoir des définitions qui figurent déjà dans la loi du 16 juillet 2025 'portant l'implémentation du titre de voyage provisoire de l'Union européenne tel que visé dans la directive (UE) 2019/997 du Conseil du 18 juin 2019 établissant un titre de voyage provisoire de l'Union européenne et abrogeant la décision 96/409/PESC' et dans la loi du 10 février 2015 'relative aux traitements automatisés de données à caractère personnel nécessaires aux passeports et titres de voyage belges', telle que modifiée par la loi du 16 juillet 2025.

Les définitions envisagées aux 1°, 3° à 5° et 7° seront en conséquence omises.

2. Le rapport au Roi précise que « [s]ont aussi ajoutées, à des fins de clarté, de nouvelles définitions relatives aux termes 'passeport provisoire belge' et 'mission diplomatique', prévues respectivement au 2° et 6°.

Le 8° définit également la notion d'« État membre de nationalité », reprenant la définition prévue à l'article 2, point 5), de la directive (UE) 2019/997.

¹ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation 94.1.

² *Ibidem*, recommandation 80.

2.1. En ce qui concerne de la notion de « passeport provisoire belge » définie au 2°, la déléguée a précisé ce qui suit, s'agissant de déterminer si cette notion ne faisait pas déjà l'objet d'une définition dans un autre texte, en particulier dans le Code consulaire :

« Actuellement, non, la notion n'est pas définie sous cette dénomination, toutefois la notion pour ce type de document est tout de même reprise à l'article 57, alinéa 1^{er}, 4° [du Code consulaire] en tant que 'titre de voyage provisoire pour les Belges'. Il est à noter que le Code consulaire fera l'objet d'une réforme en vue de tenir compte d'un certain nombre de nouveaux besoins et évolutions. Ainsi, l'adaptation et l'ajout de nouvelles définitions sont déjà prévues dans cette réforme, et notamment l'ajout de la définition du 'passeport provisoire belge' afin de clarifier les distinctions qu'il existe entre les différents types de document de voyage délivrés par le SPF Affaires étrangères, et ce également afin d'éviter la confusion avec le 'titre de voyage provisoire de l'UE' ».

Interrogée, compte tenu de cette réponse, sur la pertinence de définir dans l'arrêté royal en projet une notion qui n'est pas reprise dans le Code consulaire, soit un texte hiérarchiquement supérieur, mais qui correspond actuellement à la notion de « titre de voyage provisoire pour les Belges » figurant à l'article 57, alinéa 1^{er}, 4°, de ce Code, la déléguée a indiqué :

« a) Étant donné que la notion de 'passeport provisoire belge' est actuellement reprise dans le Code consulaire en tant que 'titre de voyage provisoire pour les Belges', il apparaît effectivement plus correct de s'en tenir à ce terme tel qu'il figure dans la législation en vigueur. À cette fin, nous proposons de modifier l'intitulé de la définition de 'passeport provisoire belge' de sorte qu'il corresponde au terme repris dans le Code consulaire actuellement et de modifier l'article 4, § 1, 1° de l'arrêté royal, en remplaçant les mots 'passeport provisoire' par 'titre de voyage provisoire pour les Belges' ».

Compte tenu de cette réponse le 2° sera rédigé comme suit :

« 2° titre de voyage provisoire pour les Belges : titre de voyage au sens de l'article 57, alinéa 1^{er}, 4°, du Code consulaire ».

L'article 4, 1°, sera adapté comme le propose la déléguée.

2.2. Les notions de « mission diplomatique » et d'« État membre de nationalité » ne sont pas définies dans les lois du 10 février 2015 et du 16 juillet 2025, mais sont utilisées dans la loi du 16 juillet 2025³. Celles-ci devraient dès lors être définies dans ce texte législatif⁴. En effet, sauf à disposer d'une habilitation pour ce faire, il n'appartient pas au Roi de définir des notions consacrées par une norme législative⁵.

³ Voir les articles 3, 1°, et 5, alinéas 1^{er} et 3, de la loi du 16 juillet 2025.

⁴ La transposition complète de la directive (UE) 2019/997 requiert que la notion de d'« État membre de nationalité » soit définie en droit interne.

⁵ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation 96.

Article 3

L'alinéa 2, première phrase, prévoit, en ce qui concerne le cout du titre de voyage provisoire de l'Union européenne, que

« [l]e demandeur du titre de voyage provisoire de l'Union européenne qui n'est pas en mesure d'en payer le cout applicable au moment où il introduit sa demande, s'engage à le rembourser à l'État membre de nationalité au moyen du formulaire type figurant à l'annexe I de la directive (UE) 2015/637 du Conseil du 20 avril 2015 établissant les mesures de coordination et de coopération nécessaires pour faciliter la protection consulaire des citoyens de l'Union non représentés dans des pays tiers et abrogeant la décision 95/553/CE ».

L'alinéa 2, seconde phrase, précise :

« En pareils cas, l'article 14, § 2, et l'article 15 de la directive (UE) 2015/637 s'appliquent ».

Cet alinéa entend transposer l'article 5, paragraphe 3, de la directive (UE) 2019/997, qui énonce :

« Lorsque les demandeurs ne sont pas en mesure de payer un de quelconques frais applicables à l'État membre prêtant assistance au moment où ils introduisent leur demande, ils s'engagent à rembourser de tels frais à l'État membre dont les intéressés ont la nationalité au moyen du formulaire type figurant à l'annexe I de la directive (UE) 2015/637. En pareils cas, l'article 14, paragraphe 2, et l'article 15 de la directive (UE) 2015/637 s'appliquent ».

Les articles 14, paragraphe 2, et 15 de la directive (UE) 2015/637 du 20 avril 2015 'établissant les mesures de coordination et de coopération nécessaires pour faciliter la protection consulaire des citoyens de l'Union non représentés dans des pays tiers et abrogeant la décision 95/553/CE' déterminent les procédures selon lesquelles l'État membre prêtant assistance peut demander à l'État membre dont le citoyen non représenté a la nationalité le remboursement des couts de la protection consulaire qui sont dus par le citoyen non représenté aux conditions énoncées par l'article 14, paragraphe 1, de la directive (UE) 2015/637.

Par conséquent, il convient, pour transposer correctement l'article 5, paragraphe 3, de la directive (UE) 2019/997, de faire mention dans l'alinéa 2, seconde phrase, des dispositions de droit interne qui transposent les articles 14, paragraphe 2, et 15 de la directive (UE) 2015/637 ⁶.

La disposition sera revue en conséquence.

⁶ Conformément à l'article 288, alinéa 3, du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, la directive « lie tout État membre destinataire quant au résultat à atteindre, tout en laissant aux instances nationales la compétence quant à la forme et aux moyens ». Il appartient donc aux États destinataires de transposer les dispositions d'une directive et, ensuite, de se référer, dans leur droit interne, aux dispositions de droit interne qui ont assuré cette transposition.

Article 4

De l'accord de la déléguée et afin de transposer adéquatement l'article 7, paragraphe 1, point d), de la directive (UE) 2019/997, au 4°, il sera précisé que « le membre de la famille d'un citoyen de l'Union européenne » qui y est visé n'est pas lui-même un citoyen de l'Union européenne et qu'il accompagne un ressortissant belge, un citoyen non représenté ou un citoyen de l'Union visés respectivement aux 1°, 2° et 3° du même article.

Article 8

Afin de transposer de manière complète l'article 4, paragraphe 8, de la directive (UE) 2019/997, il sera fait mention que le TVP UE doit être restitué « qu'il ait ou non expiré ».

Article 16

1. La phrase introductive sera complétée par la mention d'une date d'entrée en vigueur.
2. Aux 1° et 2°, il y a lieu d'écrire « la loi du 16 juillet 2025 [...] ».
3. Au 2°, l'intitulé de la loi mentionnée sera correctement reproduit.

Par ailleurs, il convient de préciser que la fixation de la date d'entrée en vigueur de cette loi qui, par définition, sera antérieure au 8 décembre 2025, ne peut pas concerner son article 6 compte tenu de ce que prévoit son article 18, alinéa 2.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving zich, overeenkomstig artikel 84, § 3, van de gecoördineerde wetten, voornamelijk tot het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, de rechtsgrond en de vraag of de voorgeschreven vormvereisten zijn vervuld.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

Artikel 36, lid 4, van verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 ‘betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming)’, gelezen in samenhang met artikel 57, lid 1, c), van die verordening en overweging 96 van de preambule van die verordening, alsook in voorkomend geval met artikel 2, tweede lid, van de wet van 30 juli 2018 ‘betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens’, schrijft voor dat de toezichthoudende autoriteit, *in casu* de Gegevensbeschermingsautoriteit bedoeld in de wet van 3 december 2017 ‘tot oprichting van de Gegevensbeschermingsautoriteit’, wordt geraadpleegd bij het opstellen van een voorstel voor een door een nationaal parlement vast te stellen wetgevingsmaatregel, of een daarop gebaseerde regelgevingsmaatregel, in verband met de verwerking van persoonsgegevens.

In casu bevat het ontwerp verschillende bepalingen die een verwerking van persoonsgegevens regelen (in het bijzonder de artikelen 7 en 14).

Er moet bijgevolg op toegezien worden dat dit vormvereiste vervuld wordt en dat dit vermeld wordt in de aanhef.

Indien de aan de Raad van State voorgelegde tekst naar aanleiding van het vervullen van dat vormvereiste nog wijzigingen zou ondergaan die niet louter vormelijk zijn en evenmin het resultaat zijn van het gevolg dat aan dit advies gegeven wordt, moeten de gewijzigde of toegevoegde bepalingen op hun beurt om advies aan de afdeling Wetgeving worden voorgelegd overeenkomstig artikel 3, § 1, eerste lid, van de gecoördineerde wetten ‘op de Raad van State’.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

AANHEF

1. In het tweede lid schrijve men “de wet van 16 juli 2025”.
2. In het derde lid schrijve men “de artikelen 3, 11, 16, 20, 24, gewijzigd bij de wet van 16 juli 2025, 27/1, ingevoegd bij de wet van 3 juli 2019 en gewijzigd bij de wet van 16 juli 2025, 27/5 en 27/7, ingevoegd bij de wet van 16 juli 2025”.

3. De aanhef moet aangevuld worden met een verwijzing naar artikel 18, tweede lid, van de wet van 16 juli 2025 ‘tot wijziging van de wet van 10 februari 2015 met betrekking tot geautomatiseerde verwerkingen van persoonsgegevens die noodzakelijk zijn voor de Belgische paspoorten en reisdocumenten’, aangezien deze bepaling de rechtsgrond vormt van artikel 16, 2°.

DISPOSITIEF

Nieuw artikel 1

Het dispositief moet aangevuld worden met een nieuw artikel 1 waarin aangegeven wordt dat het voorliggende ontwerp van koninklijk besluit een gedeeltelijke omzetting is van richtlijn (EU) 2019/997 van de Raad van 18 juni 2019 ‘tot vaststelling van een EU-noodreisdocument en tot intrekking van Besluit 96/409/GBVB’.¹

De nummering van de artikelen van het ontwerp moet dienovereenkomstig herzien worden.

Artikel 1

1. Bepalingen van een hogere regeling mogen niet in herinnering worden gebracht door ze over te nemen.²

Er dienen dan ook geen begrippen gedefinieerd te worden die reeds gedefinieerd zijn in de wet van 16 juli 2025 ‘tot invoering van het EU-noodreisdocument zoals bedoeld in de Richtlijn (EU) 2019/997 van de Raad van 18 juni 2019 tot vaststelling van een EU-noodreisdocument en tot intrekking van Besluit 96/409/GBVB’ en in de wet van 10 februari 2015 ‘met betrekking tot geautomatiseerde verwerkingen van persoonsgegevens die noodzakelijk zijn voor de Belgische paspoorten en reisdocumenten’, zoals gewijzigd bij de wet van 16 juli 2025.

De definities in de punten 1°, 3° tot 5° en 7° moeten dan ook weggelaten worden.

2. In het verslag aan de Koning staat dat “voor alle duidelijkheid (...) (ook) nieuwe definities toegevoegd (worden) met betrekking tot de termen ‘Belgisch voorlopig paspoort’ en ‘diplomatieke zending’”, welke definities respectievelijk in de punten 2° en 6° gegeven worden.

In punt 8° wordt eveneens het begrip “lidstaat van nationaliteit” gedefinieerd met een weergave van de definitie in artikel 2, punt 5), van richtlijn (EU) 2019/997.

¹ *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 94.1.

² *Ibidem*, aanbeveling 80.

2.1. Wat het begrip “Belgisch voorlopig paspoort” betreft, dat gedefinieerd wordt in punt 2°, heeft de gemachtigde de hiernavolgende verduidelijking gegeven in verband met de vraag of dat begrip al niet gedefinieerd wordt in een andere tekst, *in casu* het Consulair Wetboek:

“Actuellement, non, la notion n’est pas définie sous cette dénomination, toutefois la notion pour ce type de document est tout de même reprise à l’article 57, alinéa 1^{er}, 4° [du Code consulaire] en tant que ‘titre de voyage provisoire pour les Belges’. Il est à noter que le Code consulaire fera l’objet d’une réforme en vue de tenir compte d’un certain nombre de nouveaux besoins et évolutions. Ainsi, l’adaptation et l’ajout de nouvelles définitions sont déjà prévues dans cette réforme, et notamment l’ajout de la définition du ‘passeport provisoire belge’ afin de clarifier les distinctions qu’il existe entre les différents types de document de voyage délivrés par le SPF Affaires étrangères, et ce également afin d’éviter la confusion avec le ‘titre de voyage provisoire de l’UE’.”

Op de vraag of het, rekening houdend met dat antwoord, relevant is om in het ontworpen koninklijk besluit een begrip te definiëren dat niet opgenomen is in het Consulair Wetboek, wat een hiërarchisch hogere tekst is, maar dat momenteel wel overeenkomt met het begrip “noodreisdocument voor Belgen” in artikel 57, eerste lid, 4°, van dat Wetboek, heeft de gemachtigde het volgende aangegeven:

“a) Étant donné que la notion de ‘passeport provisoire belge’ est actuellement reprise dans le Code consulaire en tant que ‘titre de voyage provisoire pour les Belges’, il apparaît effectivement plus correct de s’en tenir à ce terme tel qu’il figure dans la législation en vigueur. À cette fin, nous proposons de modifier l’intitulé de la définition de ‘passeport provisoire belge’ de sorte qu’il corresponde au terme repris dans le Code consulaire actuellement et de modifier l’article 4, § 1, 1° de l’arrêté royal, en remplaçant les mots ‘passeport provisoire’ par ‘titre de voyage provisoire pour les Belges’.”

Rekening houdend met dat antwoord moet punt 2° gesteld worden als volgt:

“2° noodreisdocument voor Belgen: reisdocument in de zin van artikel 57, eerste lid, 4°, van het Consulair Wetboek”.

Artikel 4, 1°, moet aangepast worden zoals de gemachtigde voorstelt.

2.2. De begrippen “diplomatieke zending” en “lidstaat van nationaliteit” worden niet gedefinieerd in de wet van 10 februari 2015 en de wet van 16 juli 2025, maar worden gebruikt in de wet van 16 juli 2025.³ Bijgevolg moeten die begrippen gedefinieerd worden in die wetgevende tekst.⁴ Behalve als daartoe een machtiging voorhanden is, staat het immers niet aan de Koning begrippen te definiëren die verankerd zijn in een wetgevende norm.⁵

³ Zie de artikelen 3, 1°, en 5, eerste en derde lid, van de wet van 16 juli 2025.

⁴ Opdat richtlijn (UE) 2019/997 volledig omgezet wordt, is het vereist dat het begrip “lidstaat van nationaliteit” gedefinieerd wordt in intern recht.

⁵ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 96.

Artikel 3

Het tweede lid, eerste zin, bepaalt in verband met de kosten van dat EU-noodreisdocument:

“De aanvrager van het EU-noodreisdocument die niet in staat is om de toepasselijke leges te betalen op het moment dat hij zijn aanvraag indient, verbindt zich ertoe die terug te betalen aan de lidstaat van nationaliteit met gebruikmaking van het standaardformulier opgenomen in bijlage I bij richtlijn (EU) 2015/637 van de Raad van 20 april 2015 betreffende de coördinatie- en samenwerkingsmaatregelen ter vergemakkelijking van de consulaire bescherming van niet-vertegenwoordigde burgers van de Unie in derde landen en tot intrekking van Besluit 95/553/EG.”

Het tweede lid, tweede zin, bepaalt:

“In dergelijke gevallen zijn artikel 14, §2, en artikel 15 van richtlijn (EU) 2015/637 van toepassing.”

Dat lid strekt tot omzetting van artikel 5, lid 3, van richtlijn (EU) 2019/997, dat luidt:

“Indien de aanvrager bij indiening van zijn aanvraag niet in staat is de bijstandverlenende lidstaat de toepasselijke leges te betalen, verbindt hij zich ertoe deze leges aan zijn lidstaat van nationaliteit terug te betalen met gebruikmaking van het in bijlage I bij Richtlijn (EU) 2015/637 opgenomen standaardformulier. In dergelijke gevallen zijn artikel 14, lid 2, en artikel 15 van Richtlijn (EU) 2015/637 van toepassing.”

In de artikelen 14, lid 2, en 15 van richtlijn (EU) 2015/637 van 20 april 2015 ‘betreffende de coördinatie- en samenwerkingsmaatregelen ter vergemakkelijking van de consulaire bescherming van niet-vertegenwoordigde burgers van de Unie in derde landen en tot intrekking van Besluit 95/553/EG’ worden de procedures vastgesteld volgens welke de bijstandverlenende lidstaat van de lidstaat van nationaliteit van de niet-vertegenwoordigde burger kan verlangen dat die de kosten van de consulaire bescherming die verschuldigd zijn door de niet-vertegenwoordigde burger, vergoedt volgens de in artikel 14, lid 1, van richtlijn (EU) 2015/637 opgesomde voorwaarden.

Teneinde artikel 5, lid 3, van richtlijn (EU) 2019/997 correct om te zetten, dient bijgevolg in het tweede lid, tweede zin, melding gemaakt te worden van de bepalingen van intern recht waarbij de artikelen 14, lid 2, en 15 van richtlijn (EU) 2015/637 omgezet worden.⁶

De bepaling moet dienovereenkomstig herzien worden.

⁶ Overeenkomstig artikel 288, derde alinea, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie is een richtlijn “verbindend ten aanzien van het te bereiken resultaat voor elke lidstaat waarvoor zij bestemd is, doch (wordt) aan de nationale instanties (...) de bevoegdheid gelaten vorm en middelen te kiezen”. Het staat dus aan de lidstaten waarvoor de richtlijn bestemd is om de bepalingen van een richtlijn om te zetten en, vervolgens, in hun intern recht te verwijzen naar de bepalingen van intern recht waarbij die bepalingen omgezet worden.

Artikel 4

De gemachtigde is het ermee eens dat om artikel 7, lid 1, onder d), van richtlijn (EU) 2019/997, adequaat om te zetten, in punt 4° gestipuleerd moet worden dat het daarin beoogde “familielid van een Unieburger” zelf geen Unieburger is en dat hij een Belgische onderdaan, een niet-vertegenwoordigde burger of een Unieburger vergezelt, zoals respectievelijk bedoeld in de punten 1°, 2° en 3° van hetzelfde artikel.

Artikel 8

Om artikel 4, lid 8, van richtlijn (EU) 2019/997 volledig om te zetten, moet vermeld worden dat het EU-NRD geretourneerd moet worden “ongeacht of dit reeds is verstreken”.

Artikel 16

1. De inleidende zin moet aangevuld worden met de vermelding van een datum van inwerkingtreding.
2. In de punten 1° en 2° schrijve men “de wet van 16 juli 2025 (...)”.
3. In punt 2° moet het opschrift van de vermelde wet correct weergegeven worden.

Bovendien moet gepreciseerd worden dat de vaststelling van de dag van inwerkingtreding van die wet, die per definitie vóór 8 december 2025 zal vallen, niet mag slaan op artikel 6 van die wet, gelet op het bepaalde in artikel 18, tweede lid.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Bernard BLERO